

NEWSLETTER STRATÉGIE PAUVRETÉ

À destination des services de l'État

Novembre – Décembre 2021

Le Président de la République dresse un bilan des avancées des politiques de lutte contre la pauvreté

A l'occasion de l'ouverture du congrès national de la Fédération des acteurs de la solidarité, le **Président a salué la mobilisation et le travail de terrain mené au quotidien par l'ensemble des travailleurs sociaux et les associations de lutte contre la pauvreté**, particulièrement mobilisés pendant la crise sanitaire. Le Président a rappelé les différentes mesures prises par l'Etat afin de déployer **tous les filets de sécurité et de solidarité nationale** : au plus fort de la crise, l'État a été jusqu'à prendre en charge les salaires de plus de 9 millions de personnes grâce au chômage partiel, a soutenu les entreprises pour préserver l'emploi, des aides exceptionnelles ont été versées à deux reprises en 2020. L'État a pérennisé 200 000 places en hébergement généraliste et un soutien particulier a été déployé envers les jeunes, avec le maintien de repas à 1 euro dans les CROUS pour les boursiers depuis la rentrée, la mise en place des consultations de psychologues remboursées, le plan « 1 Jeune, 1 Solution ».




Fédération
des acteurs de
la solidarité

Le Président a rappelé qu'après une baisse du taux de pauvreté en 2019, le taux est stable en 2020, malgré la crise sanitaire et que **les mesures mises en place ont permis d'éviter à 400 000 personnes de tomber dans la pauvreté du fait de l'épidémie selon l'INSEE**.

Le Président a fait un bilan des 2 piliers de la stratégie pauvreté :

1^{er} pilier : prévenir la pauvreté dès l'enfance

Dans le cadre de cette prévention dès le plus jeune âge, diverses mesures ont été mises en place : le **parcours 1000 premiers jours**, suite aux travaux de la commission Cyrilunik, le **congé paternité d'un mois**, la **distribution de petits déjeuners gratuits dans les écoles défavorisées**, l'**école rendue obligatoire dès 3 ans** ou encore le « **choix de l'école** » fait par le Gouvernement et se trouvant au cœur de sa gestion de la crise sanitaire.

Certains chantiers restent incomplets, et nécessitent de nouveaux efforts, notamment :

- **le système d'accueil du jeune enfant.** Malgré l'investissement en faveur de l'accueil du jeune enfant à hauteur de **15 milliards d'euros**, on estime à **200 000 le nombre** de places manquantes. **L'un des objectifs du quinquennat était l'ouverture de 30 000 places en crèche, mais celui-ci ne sera atteint que de moitié.** Il faut donc concevoir un nouveau système de garde d'enfant plus clair et accessible à tous les parents dans des modes collectifs et individuels, avec une indemnisation en cas d'absence de solution.
- **le système d'aide sociale à l'enfance.** La **Loi sur l'enfance sera adoptée en janvier** et permettra de généraliser les contrats jeunes majeurs, mais **il faut aller plus loin et faire en sorte que l'ASE ne s'arrête plus à 18 ans.** Les **jeunes de l'ASE doivent pouvoir continuer à être hébergés, accompagnés, soignés tant qu'ils en ont besoin** et non en fonction d'une règle administrative déterminant un âge couperet ;
- **la lutte contre les inégalités de santé**, sources d'inégalités éducatives et familiales. En ce sens a déjà été mise en place la complémentaire santé solidaire et surtout, depuis le 1er janvier 2021, l'offre **100 % santé**

accessible à tous les Français bénéficiant d'une complémentaire santé responsable ou de la complémentaire santé solidaire.

Des efforts **d'amélioration du fonctionnement des maisons France Services** sont en parallèle menés pour les rendre plus accessibles à l'ensemble des publics, pour accompagner à la demande des droits et lutter contre le non-recours.

2^{ème} pilier : mettre le travail au cœur de cette lutte contre la pauvreté

Les mesures prises ont permis d'effacer 15 années de hausse du chômage des jeunes. **L'Etat continue à se mobiliser, notamment pour les près de 500 000 jeunes toujours malgré eux ni en études, ni en emploi aujourd'hui.** Cet effort passe notamment par la poursuite des dispositifs à succès, tels que **la garantie jeunes** et la mise en place du **contrat d'engagement jeune**.

L'Etat agit également massivement en faveur de l'insertion, notamment par :

- le **soutien du système d'insertion par l'activité économique**, qui comptait près de 200 000 places fin 2021 ;
- l'extension progressive du dispositif « **Territoire Zéro Chômeur de longue durée** » à 60 territoires ;
- l'expérimentation d'un **nouveau système de gestion du RSA** passant par une **contractualisation des départements avec l'Etat**.

Le Président a rappelé l'engagement de l'Etat pour **soutenir les personnes les plus touchées par la précarité**, en premier lieu **des familles monoparentales**. Cela est notamment passé par l'augmentation de l'aide à la **garde individuelle d'enfants** de 30 % et création d'un nouveau service qui garantit le versement des **pensions alimentaires** et prévient les impayés

Afin de simplifier et d'améliorer le système social français, le Président a annoncé un **projet de fusion du RSA, de la prime d'activité et des APL, suite au rapport sur le RUA de Fabrice Lengart**. Il a également exprimé la nécessité de repenser le **système de décentralisation** du système social qui conduit dans de nombreux cas à un enchevêtrement de compétences inefficace et illisible pour les bénéficiaires. Cette réforme pourrait passer par la généralisation de la **logique de contrats de projet**.

Le Président a enfin annoncé la tenue en février prochain d'une grande conférence sociale, afin de fixer le cap et la méthode pour les différents objectifs abordés précédemment, mais également pour répondre au problème de **perte d'attractivité** touchant de façon croissante les métiers du social.

Loi sur la fin des sorties sèches de l'Aide sociale à l'enfance à 18 ans, l'interdiction de l'accueil des mineurs à l'hôtel

Le Sénat a adopté le 16 décembre, en première lecture, un projet de loi sur la protection des enfants porté par le secrétaire d'Etat chargé de l'Enfance Adrien Taquet. Les députés, qui avaient adopté le texte en première lecture en juillet, et sénateurs se retrouveront le **11 janvier 2022 pour trouver un accord sur une version commune du texte en commission mixte paritaire**.



S'agissant des jeunes majeurs, le Sénat a voté un amendement du gouvernement prévoyant un **accompagnement « systématique » des jeunes de 18 à 21 ans passés par l'Aide sociale à l'enfance (ASE)**. Les sénateurs ont en outre explicitement inscrit le principe d'un « droit au retour » à l'ASE jusqu'à 21 ans. Autre mesure phare, **l'interdiction d'hébergement des mineurs protégés dans des hôtels**.

Les sénateurs ont prévu une interdiction totale, avec le soutien du gouvernement. Elle serait applicable dans un délai de deux ans.

Parmi les autres dispositions majeures : le fait que soit systématiquement recherchée la possibilité de **confier l'enfant à un membre de sa famille ou un « tiers digne de confiance »** ; le principe de prévoir la **prise en charge des fratries dans un même lieu d'accueil** ; le **contrôle renforcé des antécédents judiciaires des intervenants** en protection de l'enfance, notamment en matière d'infractions sexuelles ; une **revalorisation de la rémunération des 40 000 assistants familiaux**.

Le Sénat a encore approuvé des amendements du gouvernement pour inscrire « le principe de l'audition systématique » par le juge du mineur. Et pour que « soit systématiquement proposé à chaque jeune le bénéfice d'un parrainage » par des bénévoles ainsi qu'« un mentor » au moment de son entrée au collège.

En matière de gouvernance, les sénateurs ont introduit, à titre expérimental, la création, pour les départements volontaires, d'un comité départemental pour la protection de l'enfance, instance de coordination coprésidée par le président du département et par le préfet. Favorable à cette initiative, le ministre a plaidé pour raccourcir la période d'expérimentation de cinq à deux ans afin de la généraliser plus rapidement.

Bilan des financements accordés au niveau régional en 2021

En complément des financements contractualisés avec tous les conseils départementaux et métropoles, les financements régionaux de la stratégie pauvreté permettent d'adapter les actions aux besoins des territoires.

Le plan de relance pour le volet « soutien aux associations de lutte contre la pauvreté » a permis en 2021 un soutien exceptionnel sur le plan de l'investissement autour de 3 priorités régionales :

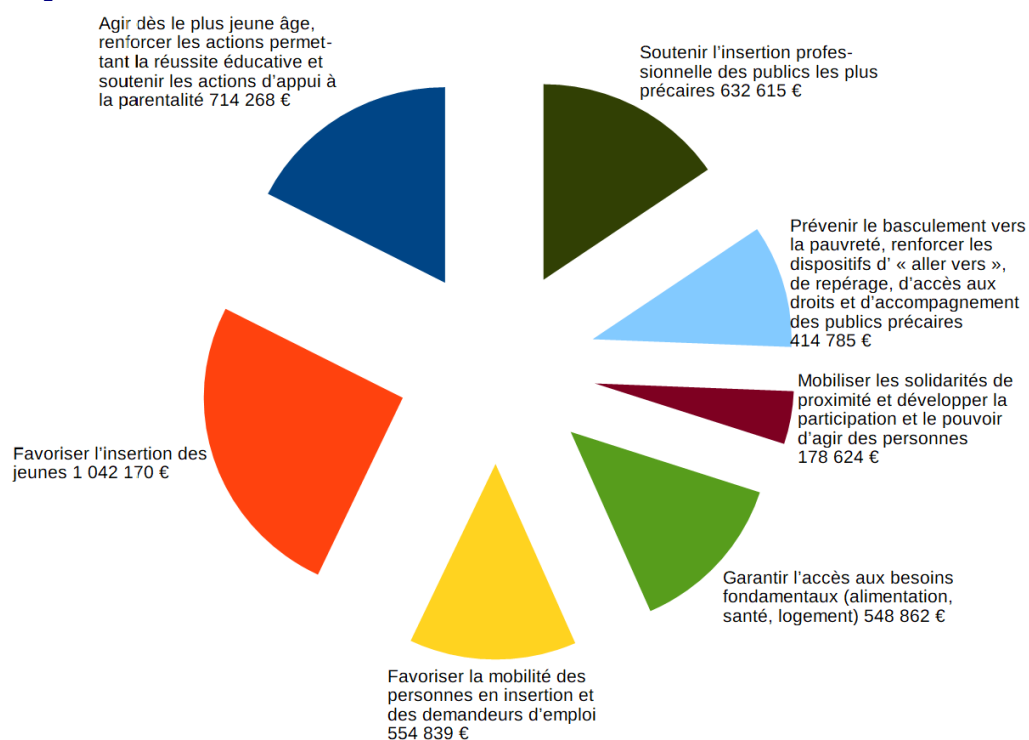


- ✓ La lutte contre la précarité alimentaire, et plus généralement l'accès aux biens essentiels (alimentation et hygiène)
- ✓ L'accès aux droits
- ✓ Le soutien aux familles notamment durant les 1000 premiers jours de l'enfant, dont l'accueil (individuel ou collectif) des enfants des familles précaires, des demandeurs d'emploi et des personnes en insertion sociale et professionnelle

81 projets ont été retenus pour 6,2M€. 40 % des dossiers concernaient des projets en lien avec l'accès aux droits, 44 % l'aide alimentaire et 16 % des actions de parentalité.

En complément le plan de relance a aussi permis **un soutien aux associations sur d'autres volets** : 2M€ à la modernisation des accueils de jour, 2,8 M€ pour la création de tiers lieux alimentaires pour les personnes hébergées en particulier à l'hôtel, 1,5 M€ pour l'accompagnement et l'hébergement des grands précaires, 1,2 M€ pour l'hébergement des femmes sortant de maternité.

L'enveloppe régionale de la stratégie pauvreté a permis en 2021 d'apporter un soutien à [121 projets pour 4M€ autour de plusieurs axes](#) :



Quelques exemples d'actions :

- ✓ **Agir dès le plus jeune âge, renforcer les actions permettant la réussite éducative et soutenir les actions d'appui à la parentalité (dont l'AAP 1000 premiers jours et AAP formation petite enfance)**

Le projet du Centre social Duchère Plateau (69) « Enfant serein, parent serein » vise à prévenir le burn-out parental par une sensibilisation des professionnels du centre social et des partenaires du centre social, la diffusion d'une information de prévention grand public, la programmation des séances de groupes de parole parentaux autour de l'éducation de l'enfant, des ateliers bien-être, un café des parents autour du thème des émotions des enfants et le développement d'un point ressources sur ce sujet au sein du centre social.



Le projet de Léo Lagrange-Ifra «Parents Autonomie Réussite » a également été soutenu. Retrouver l'article du projet sur [le blog de Léo Lagrange](#). Il s'agit d'un accompagnement socio-professionnel de 8 mois proposé au sein même de la crèche.

- ✓ **Garantir l'accès aux besoins fondamentaux (alimentation, santé, logement)**



Le Secours Catholique du Cantal a proposé un projet permettant aux personnes en situation de précarité d'avoir accès à une alimentation choisie et de qualité délivrée par des producteurs qui n'arrivent pas à vivre dignement de leur production. Le projet les met en lien via un dispositif où tous sont acteurs et permet aux familles d'acheter au juste coût et aux agriculteurs de vivre de leur production.



- ✓ **Favoriser la mobilité des personnes en insertion et des demandeurs d'emploi**



Les freins à l'emploi peuvent, notamment dans les territoires ruraux être une question de mobilité. Et ces freins à la mobilité eux-mêmes sont variés : appréhension à prendre les transports en commun, difficulté à prendre un billet de train, méconnaissance des solutions de transports sur son territoire, financement du permis de conduire, absence de véhicules pour rejoindre son lieu de formation ou de travail, etc.

En 2021, dans le cadre des mesures de renforcement de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncé en octobre 2020 par le Premier ministre, le gouvernement a mis en œuvre un ensemble de solutions pour que chaque personne éloignée de l'emploi puisse trouver un accompagnement, une solution pratique ou une solution de financement pour retrouver l'autonomie dans ses déplacements. En complément, une enveloppe régionale a permis de soutenir plusieurs projets locaux.

L'association thiernoise des Foyers de Jeunes Travailleurs l'Atrium souhaite favoriser l'insertion des jeunes par la mise à disposition d'une palette complète d'outils mobilité pour répondre à toutes les situations (achat des vélos, trottinettes, et abonnements de transport). Cette action est complémentaire par rapport à l'action mobilité financée également dans le cadre de la stratégie pauvreté dans le volet «favoriser l'insertion des jeunes »

- ✓ **Prévenir le basculement vers la pauvreté, renforcer les dispositifs d'« aller vers », de repérage, d'accès aux droits et d'accompagnement des publics précaires**

Le projet du CIDFF 07 vise à coordonner l'offre d'actions existantes en direction des mères célibataires sur le territoire, isolées socialement et géographiquement (groupes d'échange et de soutien, levée des freins à l'insertion par le sport, apport d'informations juridiques, notamment en cas de violences conjugales), à capitaliser les connaissances pour en produire des éléments de formation.



- ✓ **Soutenir l'insertion professionnelle des publics les plus précaires**



La Sasson en Savoie met en place un dispositif ayant pour objectif de permettre aux personnes en grande exclusion, hébergées ou logées par l'association et ayant des difficultés personnelles (addictions, troubles du comportement, manque d'expériences professionnelle...), de reprendre une activité professionnelle selon un rythme progressif et des modalités adaptées à leur situation.

Cet accompagnement personnalisé permettra la construction d'un projet de vie intégrant les dimensions sociales et professionnelles.

✓ **Favoriser l'insertion des jeunes**

La mission locale du Grésivaudan porte un projet de repérage des jeunes en rupture scolaire dans une approche hybride prévention-insertion de proximité sur un territoire rural très pauvre (pays voironnais).



✓ **Mobiliser les solidarités de proximité et développer la participation et le pouvoir d'agir des personnes**



Pause Brindille dans le Rhône a la particularité de cibler l'accompagnement psychologique de jeunes aidants familiaux en situation eux même de précarité et / ou en QPV par la création d'un réseau, de groupes de parole, d'activités et l'appui avec un psychologue.

Inauguration de « Robinson » à Bourg-en-Bresse

Sortir durablement de la rue grâce à un lieu où l'on peut non seulement dormir au chaud, mais aussi se sentir véritablement « chez soi » et trouver le soutien nécessaire pour rebondir dans la vie. C'est là l'objectif du village de mobil-homes renommé Robinson, un lieu d'accueil pour des personnes avec un long passé à la rue. Le projet a vu le jour vendredi 19 novembre 2021 à Viriat (Ain), et est mis en place par [**l'association Tremplin.**](#) Il fait partie des 4 projets régionaux retenus dans le cadre de l'appel à projet national lancé en 2020 pour lutter contre le sans-abrisme et la pauvreté.

Au total, 17 mobil-homes sont installés dont 15 dédiés à l'hébergement, pouvant accueillir des isolés voire des couples et 2 mobil-homes dédiés aux activités et aux entretiens individuels. En outre l'habitat permet l'accueil d'animaux, qui n'est que rarement possible dans les structures habituellement dédiées aux personnes en grande difficulté. Toutes les personnes se trouvaient jusqu'alors en grande précarité et étaient isolées, dans les rues de Viriat, Bourg-en-Bresse, Saint-Denis-lès-Bourg ou Péronnas. L'enjeu est de répondre avec efficacité et humanité à la question de la marginalité que l'on retrouve au cœur des communes urbaines de l'agglomération burgienne. L'accompagnement proposé est également expérimental. **L'objectif est de construire le projet avec les personnes, les associer à la définition des règles de vie, et d'adapter l'accompagnement à leurs attentes et à leur rythme.** Un médecin, une psychologue, une infirmière, et quatre travailleurs sociaux se rendent ainsi sur place plusieurs fois par semaine, pour accompagner les personnes dans leur transition. Une association de vétérinaires offre également son appui si besoin. L'idée est d'offrir aux bénéficiaires **un véritable tremplin pour leur permettre de partir en temps utile vers un logement autonome, un emploi ou une formation.** Cette expérimentation, dont la durée est fixée à trois ans, trouve son financement initial dans le cadre du plan de relance lancé par le Gouvernement, pour un montant de 355 000 € en investissement. Son fonctionnement est aussi financé par des crédits d'État à hauteur de 360 000 € par an, soit un total de plus d' 1 million d'€ sur les 3 années du projet. De son côté la commune de Viriat a apporté son soutien via la mise à disposition à prix maîtrisé (8 000 €/an) d'un terrain adapté pour accueillir le projet, en termes de dimension et d'accessibilité du centre de l'agglomération.



De gauche à droite, Jean-François Debat, maire de Bourg-en-Bresse, Catherine de La Robertie, préfète de l'Ain, Cécilie Cristia-Leroy, commissaire à la lutte contre la pauvreté auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes et Bernard Perret, maire de Viriat. Madame Vignaga, absente sur la photo, représentait la commune de Saint-Denis-lès-Bourg.

© Photo : André Ravo

Repérer les invisibles : les lauréats du PIC invisibles 2021

Le plan national de l'État d'investissement dans les compétences vise à former et accompagner dans l'emploi deux millions de jeunes ou des demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés. Pour ce faire, un volet spécifique de **repérage des jeunes éloignés des dispositifs classiques et déscolarisés, jeunes dits invisibles de 16 à 25 ans**, a été lancé par la DREETS en 2019 pour accompagner des projets sur deux ans. Il a été renouvelé cette année en 2021.

Ainsi, **10 nouveaux projets ont été retenus et 12 renouvelés pour 5,2M€**. Pour sélectionner les nouveaux projets de repérage, en plus d'une instruction plus classique, la stratégie pauvreté a choisi d'associer à la sélection des jeunes issus de ce type de parcours. Les avis des jeunes et du comité de sélection se sont rejoints pour 8 projets sur 10 dont 5 projets coups de cœur des jeunes.



Les 10 nouveaux lauréats :

- ✓ Centre Social Georges LEVY -Vaulx-en-Velin (69)
- ✓ Mission Locale de Lyon (69)
- ✓ AMILAURO (dossier régional)
- ✓ Association Départementale Sauvegarde Enfance (01)
- ✓ Association Rimbaud - St Etienne (42)
- ✓ Mutualité Française (Isère) (38)
- ✓ ML Monts d'Or et des Monts du Lyonnais - Tassin la Demi-lune (69)
- ✓ Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte du Cantal (15)
- ✓ ML Nord Isère - Bourgoin-Jallieu (38)
- ✓ ML NA 07 – Annonay (07)

Les 12 projets renouvelés :

- ✓ SAGESS Pôle Prévention (Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et de l'Adulte 03)
- ✓ Ozanam 38
- ✓ Entre Bièvre Et Rhône 38
- ✓ ML Gier Pilat 42
- ✓ ML jeune Loire 43
- ✓ ML Bron Décines Meyzieu 69
- ✓ ML Villeurbanne 69
- ✓ Mission Intercommunale pour la Formation Professionnelle et l'Insertion des Jeunes dans la Vie Active (MIFIVA) 69
- ✓ ML Chambéry 73
- ✓ Missions Locales 74 (ML Haut Genevois et ML Annecy)
- ✓ Sauvegarde 42
- ✓ Maison de l'Emploi Pays Voironnais

Zoom sur le déploiement de plusieurs expérimentations d'insertion professionnelle visant les publics les plus éloignés de l'emploi

➞ Convergence pour renforcer l'accompagnement des personnes en grande exclusion accueillies par les chantiers d'insertion :

Lyon est le premier territoire d'essaimage du programme Convergence qui est destiné aux chantiers d'insertion qui accompagnent ou souhaitent accompagner des publics cumulant de nombreux freins lourds de retour à l'emploi. Grâce au renforcement des ressources et une approche décloisonnée de l'accompagnement socio-professionnel, une dynamique globale d'insertion est enclenchée à la fois sur les volets de l'emploi, du logement et de la santé.



Le mercredi 8 décembre ont été présentés nationalement [les résultats](#) intermédiaires [de l'évaluation](#) en cours du programme Convergence : 740 salariés dans 17 chantiers sur 5 territoires (1er juin 2021) et 1000 salariés dans 27 chantiers sur 6 territoires (décembre 2021-projection). Il est constaté une amélioration de la situation vis-à-vis du logement autonome et pérenne, un meilleur repérage et une prise en charge facilitée des problématiques de santé, des effets sur le bien-être des salariés.



A Lyon, le programme accompagne aujourd'hui 211 salariés sur les chantiers du Foyer Notre Dame des Sans Abri, le Grenier de LAHSO, Valtrions et l'Armée du salut. De nombreux partenariats avec des modalités adaptées aux publics fragiles ont pu être expérimentés. Parmi eux, « le partenariat Franprix », qui permet à des salariés en insertion d'intégrer progressivement les magasins Franprix tout en continuant leurs parcours d'insertion sur les chantiers. Les personnes sont embauchées en CDI, sans condition de recrutement (ni CV ni entretien d'embauche).

➔ SEVE pour permettre l'accès à un emploi durable des salariés de l'IAE

Le comité de pilotage régional de SEVE emploi s'est tenu le 14 décembre et le Préfet de région a visité le site de Médialys à Villeurbanne qui participe au programme.



Le programme SEVE Emploi, porté par la Fédération des Acteurs de la Solidarité, est essaimé en région Auvergne-Rhône-Alpes depuis maintenant une année. Il est financé par l'Etat au niveau national. Les SIAE intéressées candidatent. Celles qui sont retenues bénéficient de formation à la médiation active en direction de l'entreprise pour favoriser l'entrée en emploi de leur salarié.

Comme en témoigne Luc Chambolle, directeur de Médialys, durant la visite de cette SIAE SEVE par Mr le Préfet de Région : **« SEVE Emploi fait bouger les lignes, et remet l'objectif emploi durable au cœur de nos actions, pour toute l'équipe. On constate une nouvelle dynamique dans notre organisation, mais aussi chez les salariés en transition ».**

L'appel à mobilisation pour intégrer la promotion 2022 témoigne de la dynamique croissante de SEVE Emploi en région, avec un nombre plus important de SIAE mobilisées, mais aussi une plus grande diversité de typologies et de territoires, puisque tous les types de SIAE et tous les départements sont maintenant représentés. Des actions complémentaires autour de la médiation active se déploieront en 2022, pour accompagner l'évolution des pratiques en complément du programme SEVE Emploi : sensibilisation et découverte de la médiation active, formation-coaching pour développer des outils et techniques autour du réseau entreprises, rencontres thématiques inter-SIAE, consolidation des bonnes pratiques pour les SIAE déjà formées... toujours en lien avec les partenaires institutionnels et les autres acteurs de l'inclusion et de l'emploi du territoire.

Les nouvelles SIAE retenues pour bénéficier de cet accompagnement :



🔗 Le Teil (Ardèche) labellisé territoire zéro chômeur de longue durée !

Le projet du Teil (Ardèche) vient d'être labellisé "territoire zéro chômeur de longue durée" et rejoint ainsi deux autres territoires en Auvergne-Rhône-Alpes à Villeurbanne dans le Rhône et à Thiers dans le Puy-de-Dôme. Selon le maire, soixante personnes au chômage depuis plus de deux ans devraient être embauchées d'ici le mois de juin.



Il s'agit donc de créer une entreprise dite à but d'emploi (au Teil, elle s'appelle Activiteil) à qui seront reversés les allocations chômage ou RSA des personnes qu'elle va salarier.

Elle va donc faire signer un contrat de travail de cinq ans à temps choisi aux chômeurs de longue durée qui le souhaitent et leur proposer un emploi dans le secteur non concurrentiel pour ne pas mettre en difficulté les entreprises locales.

Au Teil, 25 chômeurs de longue durée devraient être ainsi embauchés d'ici le mois de mars et 60 d'ici le mois de juin. Ces personnes embauchées par Activiteil seront mises à disposition par exemple du Secours Populaire pour trier des vêtements. D'autres vont travailler dans le maraîchage en circuit court. D'autres encore vont réparer des vélos dans une structure associative. Pour d'autres, il s'agira de conduire les enfants à l'école grâce à des vélos bus.

À terme, ces chômeurs de longue durée qui ont besoin qu'on leur remette le pied à l'étrier pourront quitter la structure pour être embauchés dans le circuit habituel du monde du travail. Plusieurs chefs d'entreprises se sont dits très intéressés par ce dispositif parce souvent ils ont du mal à embaucher. C'est le cas du directeur d'Intermarché qui estime que "territoire zéro chômeur" peut l'aider dans son recrutement. L'expérimentation. En outre, une amélioration des conditions de vie des salariés de l'EBE est signalée : les dépenses de logement semblent plus facilement « supportables » et l'accès à un moyen de transport personnel ou le fait de détenir le permis de conduire apparaissent facilités. L'état de santé des bénéficiaires ou leur accès aux soins s'est également amélioré. Ainsi, début 2020, il est estimé que les salariés recrutés avant 2019 ont une probabilité plus grande de juger leur état de santé satisfaisant (+9 points) relativement à une situation sans expérimentation. De même, l'entrée en EBE semble avoir réduit leurs chances de renoncer, pour des raisons financières, à consulter un médecin généraliste (-15,2 points), un ophtalmologue (-16,9 points) ou encore un dentiste (-8,3 points).

Interdiction de destruction des invendus non alimentaires depuis le 1^{er} janvier 2022 !



Depuis le 1^{er} janvier 2022, les invendus non alimentaires ne peuvent plus être détruits, conformément à ce que prévoit [l'article 45 de la loi Agec](#). Vêtements, produits hygiéniques, électroménager... ces articles invendus devront être réemployés, réutilisés ou recyclés. Les entreprises peuvent avec l'aide financière de l'Etat donner aux associations de lutte contre la précarité et aux structures de l'économie sociale et solidaire.

[Selon une étude de l'ADEME](#) dévoilée le 25 novembre dernier, après les opérations de déstockage, les invendus non alimentaires représentent une valeur marchande de plus de 2 milliards d'euros chaque année en France. Moins de la moitié (850 M€) de ces invendus font l'objet d'un don, et 15 % sont encore détruits alors que la destruction de ces invendus provoque jusqu'à 20 fois plus d'émissions de GES que leur réutilisation.

Les produits qui étaient couverts par une filière à responsabilité élargie du producteur avant le vote de la loi anti-gaspillage (produits électriques et électroniques, piles, textiles, meubles, cartouches d'encre, ...), les produits d'hygiène et de puériculture, les équipements de conservation et de cuisson des aliments, les produits d'éveil et de loisirs ainsi que les livres et les fournitures scolaires seront concernés dès le 1^{er} janvier 2022 par cette interdiction. Au 31 décembre 2023, l'intégralité des produits seront soumis à cette législation.

En cas de non-respect de cette nouvelle obligation, la loi prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 15 000€ par manquement pour une personne morale.

Ouverture d'une antenne de Solaal en Auvergne-Rhône-Alpes pour favoriser les circuits courts et le don agricole !

Le 5 octobre 2021 l'antenne régionale Auvergne-Rhône-Alpes a été inaugurée au Sommet de l'élevage. Depuis 2013, SOLAAL organise les dons entre agriculteurs et associations d'aide alimentaire. Ce service gratuit permet à des personnes en situation de précarité de bénéficier de produits frais et sains mais également de lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaire. Aussi, l'antenne SOLAAL Aura a pour mission de poursuivre ce travail en région. Ses objectifs :

- ✓ **renforcer** l'engagement des acteurs des filières agricole et agro-alimentaire,
- ✓ **faciliter** l'organisation des dons,
- ✓ **contribuer** à l'équilibre nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire,
- ✓ **lutter contre le gaspillage.**



Pauvreté et précarité en milieu rural

Journée de la PFOSS sur la précarité en rural

Le 23 novembre, la PFOSS (plate-forme de l'Observation sanitaire et sociale Auvergne Rhône-Alpes, dispositif multi-partenarial piloté par la DREETS et visant à mettre en réseau les acteurs régionaux, départementaux et locaux de l'observation des phénomènes sociaux et sanitaires de la région) a organisé son séminaire de l'observation sanitaire et sociale sur la thématique de la précarité en milieu rural. Le GT 16 « précarité en milieu rural » de la stratégie pauvreté est intervenu après une introduction du commissariat pauvreté pour présenter son outil de diagnostic de la précarité au sein des EPCI.



PLATE-FORME DE L'OBSERVATION
SANITAIRE ET SOCIALE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Point d'étape sur le GT sur la pauvreté en rural



Le 3 décembre, le GT 16 a organisé une journée de bilan. Pour mémoire, le GT 16 a été constitué pour mieux cerner la réalité de la pauvreté en rural. Plusieurs travaux ont été lancés depuis sa constitution : des mémoires étudiants destinés à observer les situations de certains territoires, des enquêtes auprès des EPCI pour faire un état des lieux, des rencontres partenariales thématiques sur la mobilité, la culture et bientôt la coordination, des ingénieries du développement local et du développement social, une méthodologie à destination des EPCI pour faire un état des lieux et établir un plan d'action. Retrouver l'ensemble de ces éléments sur le site de [Cap Rural](#) qui porte l'animation du groupe avec le laboratoire d'études rurales de Lyon 2.

La « plateforme d'accueil et d'orientation et de lutte contre la pauvreté » portée par Détours (Puy de Dôme)

Le Réseau Evolution et Connexion (REC) Thiers Ambert Billom, a présenté le bilan de l'action « plateforme d'accueil et d'orientation et de lutte contre la pauvreté » le 07 décembre, financée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté. Cette plateforme est une réponse à la problématique de la pauvreté en milieu rural.



Elle est mise en œuvre par les structures de l'Insertion par l'Activité Economique du territoire que sont Passerelle, Inserfac, la Régie des territoire des 2 rives et Détours. Le projet consiste en 9 mois d'accompagnement. 99 parcours de coaching individuel (diagnostic et orientations personnalisés) ou collectif (reprise de confiance, lutte contre l'isolement, cours numériques...) pour recouvrir le pouvoir d'agir ont pu se tenir sur les 108 ouverts. A ce jour, 51 personnes sont sorties de l'action (11 abandons et 25 en emplois de transition, 15 en emploi durable).

11 nouveaux PCB labellisés en 2021



En juin dernier a été lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la création de 11 nouveaux points conseils budget (PCB) en Auvergne Rhône Alpes ;

les PCB accompagnent les personnes dans la gestion de leur budget, afin de prévenir les situations de surendettement et de renforcer, en cas de difficultés, l'efficacité de la procédure de surendettement, dans le cadre des commissions de surendettement des particuliers, par un accompagnement personnalisé.

L'un des engagements de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté est d'investir dans les solidarités pour l'émancipation de tous et toutes, et d'agir en faveur de la bonne gestion budgétaire des ménages pour in fine contribuer à la prévention du surendettement. C'est dans cette optique, et en lien avec les objectifs de la stratégie nationale d'éducation financière, que les PCB ont été généralisés sur 3 ans dans toute la France : 150 en 2019, 250 en 2020 et 100 en 2021 et respectivement en Auvergne Rhône Alpes : 22 ; 21 et 11. **Retrouvez la liste des PCB sur la [carte nationale interactive](#) dédiée.**

Une conférence régionale reportée au printemps pour cause de crise sanitaire

Le 30 novembre dernier aurait dû se tenir à la préfecture de région la conférence régionale des acteurs de la stratégie pauvreté autour du thème «Prévenir les inégalités dès la petite enfance : agir et innover en Auvergne-Rhône-Alpes ». Pour cause de reprise épidémique, la conférence qui devait accueillir 250 inscrits, 50 porteurs de projets et conférenciers est reportée au printemps.

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

L'objectif était de mettre en valeur les actions financées dans le cadre de la stratégie pauvreté. En effet, selon l'OCDE, il faudrait en France six générations pour qu'un descendant de famille très modeste – les 10 % les plus pauvres – atteigne le revenu moyen de la population. Les 1000 premiers jours et l'accompagnement de la parentalité, le plan de formation de la petite enfance sont ainsi au coeur de la mise en oeuvre de la stratégie pauvreté, en particulier à travers de nouveaux financements au sein de la convention d'objectifs et de gestion entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales. En mars 2021, dans un contexte où le secteur de la petite enfance a été fortement fragilisé par la crise, le gouvernement a lancé « le plan rebond » avec 300M€ d'aide au secteur s'ajoutant aux autres actions de la stratégie pauvreté sur la petite enfance et la parentalité (bonus « Mixité » et «Territoires », plan de formation des professionnels de la petite enfance, développement des crèches à vocation d'insertion professionnelle, développement des centres sociaux et des espaces de vie sociale en quartiers prioritaires de la ville).

En partenariat avec la CAF du Rhône, Labo Cités et l'URIOPSS, la conférence régionale sera l'occasion de donner la parole aux acteurs de terrain pour partager de nombreuses actions et innovations dans le secteur de la petite enfance : l'éveil et le développement du langage des enfants, l'accueil de toutes les familles, le développement des dispositifs couplant l'accueil de l'enfant en structure collective et l'insertion professionnelle des parents, ou encore des projets sur la parentalité ou « l'aller-vers » dans les territoires ruraux.

Parentalité et pauvreté – 2 nouvelles publications des centres sociaux

La stratégie pauvreté soutient le plan de création de centres sociaux et d'espace de vie sociale en priorité en Quartier Politique de la Ville pour mieux accompagner les familles en difficulté. Les modalités d'interventions portées par les centres sociaux font écho à plusieurs fondamentaux de la stratégie pauvreté : le travail en profondeur sur les causes de la pauvreté, la place des personnes concernés dans le pilotage des projets et les instances de décision, la coopération renforcée des acteurs...

42 000 personnes de la région bénéficient de ces structures qui sont un réel appui à la parentalité et souvent à l'origine de projets adaptés aux problématiques du territoire (95 % des centres sociaux mènent des actions sur la parentalité, 66 % des EVS).



2 publications régionales sont parues en novembre :

➔ **« Centres sociaux et parentalité - Des approches innovantes face au défi de la pauvreté »**



9 territoires. 9 projets innovants construits avec et pour les habitant.es de nos territoires. Au travers de ces pages, découvrez comment les centres sociaux d'Auvergne Rhône- Alpes abordent cette question - dans un contexte de crise sanitaire, où la dimension de préservation des liens sociaux prend tout son sens ! Cette expérimentation a été soutenue par le commissariat de lutte contre la pauvreté.

➔ La **plaquette régionale Auvergne Rhône-Alpes du SENACS (Système d'Échanges National des Centres Sociaux)**

SENACS est un espace d'échanges et un observatoire partagé entre les Caisses d'Allocations Familiales et les fédérations de centres sociaux et espaces de vie sociale. Cette plaquette met en valeur le rôle des centres sociaux qui oeuvrent au plus près des habitants et avec eux pour leur proposer des activités sociales, éducatives, culturelles ou familiales. Ces structures sont un réel appui à la parentalité et souvent à l'origine de projets adaptés aux problématiques du territoire.

Obligation de formation des 16-18 ans : retour d'expérience des professionnels et des jeunes

Dans le cadre des financements de la stratégie pauvreté et de la mise en œuvre de l'obligation de formation, des expérimentations d'actions d'accompagnement à destination des 16-18 ans ont été financées notamment portées par les missions locales de la région afin d'adapter les outils et les techniques d'accompagnement spécifiques aux 16-18 décrocheurs.



Certains de ces projets ont fait l'objet d'une enquête et analyse de la MRIE, Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion, en vue d'une capitalisation de leurs facteurs clés. Ce travail de capitalisation a fait l'objet d'une restitution devant les missions locales porteuses des expérimentations. Le [rapport de capitalisation est disponible sur le site de la MRIE](#). Les points de succès mis en évidence, plus que le contenu des actions, c'est la qualité du lien créé avec ces jeunes et la capacité des professionnels à le garder actif : sollicitations, activités régulières, durée du projet qui permet à ces jeunes de penser de nouveau à un avenir.

Un recueil de bonnes pratiques pour les actions de réussite éducative



Le 16 novembre et le 7 décembre, le commissariat de lutte contre la pauvreté avec le rectorat de Lyon a organisé, dans le cadre des travaux du GT 7, deux temps de restitutions avec les porteurs financés en 2020 sur des actions en faveur de la réussite éducative (action de réussite éducative et en lien avec l'implication des parents et l'accès à la culture) en vue d'établir un recueil des actions version bonnes pratiques pour promouvoir ces initiatives et donner envie à d'autres de se lancer dans ce type de projets.

Lauréats de l'appel à projets « Formation des professionnels de la petite enfance »

Le plan Ambition Enfance Égalité, qui est l'une des déclinaisons de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2018-2022, a pour but de renforcer la formation continue des professionnels de la petite enfance accueillant des enfants de moins de trois ans issus de familles défavorisées, ou en risque de vulnérabilité.

Le plan concerne aussi bien les professionnels de l'accueil individuel (assistants maternels, gardes à domicile, etc.) que ceux de l'accueil collectif exerçant au sein d'un établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE).



Afin d'assurer le déploiement du plan, des crédits d'un montant total de 3 millions d'euros sont à nouveau, comme en 2020 où 20 projets avaient été retenus pour 360 000€ et 1043 départs en formation attendues, mis à la disposition des commissaires à la lutte contre la pauvreté afin de permettre la mise en œuvre de ce plan à l'échelon territorial soit 360 000€ au niveau de la région Auvergne Rhône-Alpes. Un appel à projet a donc été lancé dont les résultats seront prochainement connus. 22 dossiers ont été déposés pour une demande de 550 000€. Devant la qualité des projets, le commissariat de lutte contre la pauvreté a choisi d'abonder le financement dédié national pour permettre de retenir 20 projets pour 2021-2022 pour cette fois-ci 460 000€ avec un objectif de départ en formation de 1610 professionnels.

- ✓ CENTRE INTERCOMMUNAL ACTION SOCIAL PRIVAS CENTRE ARDECHE (07) : « Favoriser l'accueil individuel pour les enfants de familles en situation de précarité »
- ✓ ACEPP ADEHL (07) : « Meemo 07 Malle expo d'éveil aux mots Ardèche »
- ✓ ACEPP ADEHL (07) : « Sensibiliser parents et professionnels petite enfance - enfance de l'Ardèche à l'égalité filles-garçons »
- ✓ COMMUNE DE GRENOBLE (38) : « Accompagnement des professionnels au multilinguisme pour lutter contre les inégalités langagières du jeune enfant »
- ✓ ECOLE PARENTS EDUCATEUR ST ETIENNE LOIRE (42) : « Se Former - Plan national "Ambition Enfance Égalité" 3 étapes du parcours »
- ✓ CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES (43) : « Promouvoir une éducation non genrée »
- ✓ CC DOMES SANCY ARTENSE (63) : « Formation - Eveil culturel et artistique du jeune enfant »
- ✓ FAMILLES ET JEUNESSE DES COMBRAILLES (63) : « Naturellement enfant »
- ✓ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAONE (69) : « formation – action » autour du langage »
- ✓ COMMUNE DE VAULX EN VELIN (69) : « Le développement du langage chez le jeune enfant »
- ✓ CROIX ROUGE FRANCAISE (69) : « Prise en compte des besoins individuels de l'enfant vulnérable en collectivité et découverte de la nature dans les EAJE »
- ✓ COMMUNE DE CHAMBERY (73) : « Formation sur le langage de l'enfant de 0 à 5 ans »
- ✓ UNION GESTION ETS CAISSES ASSUR MALADIE (73) : « Le village s'agrandit »
- ✓ ECOLE PARENTS EDUCATEUR ST ETIENNE LOIRE (ARA) : « Analyser, comprendre et interroger sa pratique pour toujours avancer et s'adapter »
- ✓ ECOLE PARENTS EDUCATEUR ST ETIENNE LOIRE (ARA) : « Formation action sur l'attribution des places dans les lieux d'accueil du petit enfant - Niveau 1 et 2 »
- ✓ ECOLE PARENTS EDUCATEUR ST ETIENNE LOIRE (ARA) : « L'enjeu du langage chez les tout-petits »
- ✓ INSTITUT FORMATION RHONE ALPES (ARA) : « eve&léo - Projet pédagogique collaboratif et innovant des professionnels de la Petite Enfance »
- ✓ ANSA (ARA) : « Soutenir le développement langagier des tout-petits : outiller les Relais Petite Enfance »
- ✓ D'UNE LANGUE A L'AUTRE DULALA (ARA) : « Les langues de chacun, une chance pour tous : accompagnement de structures de la petite enfance en Auvergne Rhône Alpes »



Eve&léo, une plateforme d'apprenants sur la petite enfance

Soutenu dans le cadre de la stratégie pauvreté, Eve&léo (<https://www.eveleo.fr/>) est un projet porté par la fédération Léo Lagrange et l'Institut de formation en Rhône-Alpes (IFRA) pour proposer un programme de formation inédit pour les professionnels de la petite enfance visant l'amélioration de la qualité éducative dans l'accueil des 0-3 ans.



Proposé à tous les professionnels de la petite enfance (y compris hors Léo Lagrange), les parcours d'apprentissage proposés se basent sur le référentiel du HCFEA et propose des webinaires thématiques, un accompagnement individuel par un professionnel, des parcours d'apprentissage collaboratifs en blended-learning (mixte) à distance ou en présentiel. Ce projet est soutenu pour la 2ème année en Auvergne Rhône-Alpes : après une première année de construction du contenu (modules de formation, webinaire, site), le projet va accroître sa diffusion et concentrer son essaimage en direction des assistantes maternelles. Les webinaires thématiques à distance et gratuit permettent l'accès aux connaissances aux heures qui conviennent le mieux aux professionnels. L'apport des neurosciences affectives dans la pratique professionnelle est le dernier webinaire en date.

Vous pouvez être ajouté à la liste de diffusion de cette lettre en faisant la demande auprès de
yohan.thavel@jscs.gouv.fr N'hésitez pas également à partager les actualités de votre territoire en nous les
faisant remonter pour compléter cette lettre ! Merci